



Vancouver, Colombie-Britannique
21-23 janvier

La Rencontre • kexwkexwntsút chet
• tə s'qəq'ip ct • 2020

RAPPORT SOMMAIRE



Canada

Table des matières

Résumé du rassemblement	1
Salon des exposants	3
Kiosque d'information de SAC et de RCAANC	4
Réseaux sociaux	4
Résumés des séances	5
Séances plénières	5
Séances en petits groupes	11
Séances pour les aînés et les jeunes	24
Points saillants de l'évaluation	27
Conclusion et prochaines étapes	30

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec : communicationspublications@canada.ca

www.canada.ca/services-autochtones-canada
1 800 567-9604
ATS seulement 1-866-553-0554

Catalogue : R1-68F-PDF
ISSN 2369-3398

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2020.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre :
Our Gathering • kexwkexwntsút chet • tā s̄aąjip ct • 2020 – Summary Report

Résumé du rassemblement



La Rencontre 2020, kexwkexwntsút chet, tə s̓q̓q̓ip ct (auparavant appelée *Rencontre*), qui s'est tenue du 21 au 23 janvier à l'hôtel Westin Bayshore à Vancouver, en Colombie-Britannique, était le huitième rassemblement annuel des chefs, des conseillers, des administrateurs, des gestionnaires, des aînés et des jeunes des Premières Nations de la Colombie Britannique, avec des membres du Conseil des leaders des Premières Nations et des représentants

de Services aux Autochtones Canada (SAC) et de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC). Le rassemblement, tenu sur les territoires traditionnels non cédés de la bande indienne Musqueam, de la Nation des Squamish et de la Nation des Tsleil-Waututh, a été animé conjointement par le Conseil des leaders des Premières Nations, qui réunit des représentants du Sommet des Premières Nations, de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique et de l'Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique, en collaboration avec SAC et RCAANC.

Le nom précédent, *Rencontre*, a été remplacé par *La Rencontre, kexwkexwntsút chet, tə s̓q̓q̓ip ct*, pour honorer notre relation avec nos partenaires et les territoires traditionnels sur lesquels se tient le rassemblement. De plus, une nouvelle image de marque a été dévoilée et arbore une représentation graphique conçue par l'artiste Yvonne Starr. Le soleil représente le cercle de la vie, la force, l'énergie et la chaleur, tandis que les mains représentent les personnes qui se réunissent pour discuter des enjeux émergents, établir des relations, promouvoir le partenariat et favoriser le leadership. Lorsque tous les aspects sont combinés, il représente l'esprit de *La Rencontre, kexwkexwntsút chet, tə s̓q̓q̓ip ct*.

Cette année, 495 délégués des Premières Nations représentant 140 des 203 Premières Nations de la Colombie-Britannique ont assisté au rassemblement. En outre, plus de 200 employés, y compris des sous ministres, des sous-ministres délégués et d'autres cadres supérieurs de SAC et de RCAANC, étaient présents pour écouter ou faire des présentations et pour appuyer le rassemblement. L'ordre du jour comprenait six séances plénières et 14 séances interactives en petits groupes. Pendant les trois jours du rassemblement, des panélistes, des conférenciers et des présentateurs ont parlé en toute franchise au nom de leur collectivité et de leur organisation. Les séances interactives ont permis aux participants de communiquer les réussites, les leçons apprises et les pratiques exemplaires tout en encourageant les délégués aînés et les jeunes à faire connaître leurs points de vue sur les questions soulevées.

AÎNÉS

Vingt-quatre aînés des Premières Nations et des Métis représentant 15 collectivités ont assisté au Rassemblement 2020. Les aînés ont assisté à la séance plénière et aux séances en petits groupes pour écouter, apprendre et partager leur sagesse. SAC et RCAANC ont reconnu le soutien qu'ont offert les aînés au fil des ans à l'occasion de l'activité Thé des aînés et ont sollicité leurs commentaires



sur la façon dont ils envisagent de travailler avec les ministères à l'avenir. De plus amples renseignements se trouvent dans la section Thé des aînés du présent document.

JEUNES

Cette année, 26 jeunes délégués représentant 19 Premières Nations ont assisté au rassemblement. De plus, le groupe N'we Jinan Artists, composé de jeunes Autochtones de Surrey, a donné une interprétation en direct de sa chanson *Hide and Seek* (en anglais seulement) et a fait connaître sa démarche d'écriture de la chanson et de création de la vidéo musicale. La séance a mis en lumière l'impact puissant de la musique sur les jeunes Autochtones et la capacité de renforcer la résilience par les arts.



PROTOCOLES CULTURELS

Les protocoles culturels sont un élément important de *La Rencontre 2020, kexwkexwntsút chet, tə sqaq̓ip ct*. Chaque matin, le rassemblement commençait par une prière ou un mot d'ouverture d'un aîné respecté. La première journée a été inaugurée par le conseiller de Musqueam, Howard Grant; la deuxième journée, par les aînés squamish Maurice Latash Nahanee et Delhia Nahanee; la troisième journée, par Sam George Jr. L'aîné squamish Bob Baker a participé à l'activité Thé des aînés avec son groupe de danse, les Eagle Song Dancers. La deuxième journée, le groupe Coastal Wolf Pack a chanté des chansons traditionnelles pour les participants et a dansé. Coastal Wolf Pack est un groupe traditionnel de chant et de danse salish basé sur le territoire traditionnel des Musqueam. Il s'agit d'un groupe intergénérationnel dont les membres sont âgés de moins d'un an à plus de 60 ans. Le groupe a été fondé en 2009 dans le but de donner aux enfants et aux familles l'occasion de célébrer leur appartenance aux Salish du littoral et de l'exprimer par le chant et la danse.

JOURNÉE PORTES OUVERTES

SAC et RCAANC ont organisé ensemble la quatrième journée portes ouvertes annuelle qui a eu lieu sur place durant *La Rencontre 2020, kexwkexwntsút chet, tə sqaq̓ip ct* pour que les délégués des Premières Nations aient l'occasion de communiquer avec le personnel des ministères dans l'ensemble des secteurs de programme, y compris les immobilisations, le développement économique, les programmes sociaux et communautaires et les revendications particulières. Le stand de réception des demandes de Certificat sécurisé de statut d'Indien a connu un grand succès cette année. Au cours du rassemblement de trois jours, il a reçu 94 demandes.



Salon des exposants



Le réseautage est un élément important de la conférence. Les délégués ont eu l'occasion d'aller à la rencontre de nombreux exposants et d'en apprendre davantage sur leurs activités, notamment :

- Association des agents financiers autochtones de la Colombie-Britannique
- Agriculture et Agroalimentaire Canada
- Conseil du logement et des infrastructures des Premières Nations de la Colombie-Britannique
- British Columbia Housing
- Agence du revenu du Canada
- Société canadienne d'hypothèques et de logement
- Garde côtière canadienne
- Patrimoine canadien
- Croix Rouge canadienne
- Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada
- Ministère de la Défense nationale
- Gestion des urgences Colombie-Britannique
- Emploi et Développement social Canada – Direction générale de l'innovation, de l'information et de la technologie
- Environnement Canada
- Intelli-feu
- Comité de coordination de l'éducation des Premières Nations
- Société des services d'urgence des Premières Nations
- Fonds d'aide au logement du marché pour les Premières Nations
- Conseil de la technologie des Premières Nations
- Conseil culturel des peuples autochtones
- Pêches et Océans Canada
- Services aux Autochtones Canada
- Ressources naturelles Canada – Bureau de partenariat de la phase IV du projet TMX et Comité autochtone de consultation et de surveillance
- New Relationship Trust
- Parcs Canada
- Sécurité publique Canada
- Commission de la fonction publique du Canada
- Réconciliation Canada
- Service Canada
- Statistique Canada
- Transports Canada
- Réseau de mobilisation des étudiants autochtones de l'Ouest

Kiosque d'information de SAC et de RCAANC



Comme par les années passées, des employés de SAC et de RCAANC étaient au kiosque d'information de SAC pour répondre aux questions des délégués et donner accès aux ressources. Les délégués ont également eu l'occasion d'organiser une réunion avec le personnel de SAC et de RCAANC en passant par le kiosque.

Réseaux sociaux

SAC et RCAANC ont fait la promotion de *La Rencontre 2020, kexwkexwntsút chet, tə sǫǫǫip ct* dans plusieurs plateformes de réseaux sociaux. Les participants ont été encouragés à publier de l'information, des idées et des réflexions sur Facebook, Twitter et Instagram tout en utilisant les mots-clés *#OurGathering2020 #kexwkexwntsútchetet #tə sǫǫǫipct*. Par l'entremise des comptes de réseaux sociaux des ministères, on a également fait la promotion des séances plénières, des conférenciers et des activités qui ont eu lieu au cours du rassemblement de trois jours. Afin de favoriser davantage l'échange d'information et d'idées, tous les messages Twitter qui contenaient les mots-clés *#OurGathering2020 #kexwkexwntsútchetet #tə sǫǫǫipct* ont été diffusés en temps réel sur un fil Twitter affiché sur des écrans partout sur les lieux du rassemblement. Un [album Facebook](#) (en anglais seulement) a été créé et mis à jour en temps réel afin de mettre en vedette les conférenciers et les groupes de discussion et de présenter le profil des délégués qui ont échangé des idées et participé aux discussions lors de *La Rencontre 2020, kexwkexwntsút chet, tə sǫǫǫip ct*. Enfin, les séances plénières ont été enregistrées et, pour la première fois, un certain nombre de séances en petits groupes ont aussi été enregistrées. Des vidéos des séances enregistrées ont été [publiées en ligne](#) (en anglais seulement) afin de les rendre accessibles aux membres de la collectivité et autres personnes qui ne pouvaient être sur place.

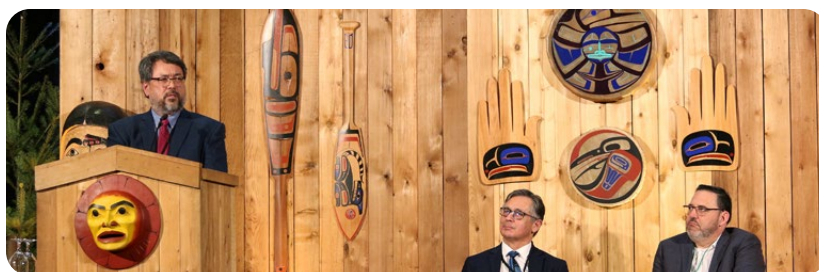


Résumés des séances

Les séances plénières, les séances en petits groupes et les séances pour les jeunes sont énumérées ci-dessous et sont accompagnées d'une brève description, des points saillants de ce qui a été entendu et des mesures de suivi.

SÉANCES PLÉNIÈRES

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Orientations et priorités de RCAANC et de SAC</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» Daniel Watson, sous ministre, Relations Couronne Autochtones et Affaires du Nord Canada</p> <p>» Sony Perron, sous ministre délégué, Services aux Autochtones Canada</p>	<p>» Daniel Watson a expliqué les changements importants apportés aux approches du Canada en matière de reconnaissance des droits au cours des dernières années, dont bon nombre ont été motivés par l'innovation et la défense des intérêts provinciaux. Le processus de négociation d'ententes s'est orienté vers l'établissement d'ententes souples et progressives qui reconnaissent les droits permanents et qui peuvent continuer d'évoluer au fil du temps. Le financement est maintenant déterminé dans un cadre de collaboration et il est axé sur les dépenses.</p> <p>» À l'avenir, on mettra l'accent sur l'élaboration d'une loi visant à mettre en œuvre la <i>Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i>, en tirant parti de l'expérience acquise avec le projet de loi d'initiative parlementaire C-262, <i>Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i> et le projet de loi 41, <i>Declaration on the Rights of Indigenous Peoples Act</i> en Colombie-Britannique. On veillera aussi à garantir la collaboration avec les peuples autochtones partout au Canada, à travailler avec les familles des victimes, les organismes de prestation de services et les provinces et territoires pour élaborer un plan d'action sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et à collaborer avec les nations et les collectivités pour remplacer la <i>Politique sur les revendications territoriales globales</i> et la <i>Politique sur les droits inhérents</i> et apporter les améliorations nécessaires à la <i>Politique sur les revendications particulières</i>.</p> <p>» Sony Perron a expliqué comment SAC travaille à clarifier et à mettre en œuvre le projet de loi C-92 sur les services à l'enfance et à la famille, à améliorer la mise en œuvre du <i>principe de Jordan</i>, à améliorer les résultats en matière de santé, surtout dans des domaines comme la prévention du suicide et le bien-être mental, et à faire progresser les solutions durables à court et à long terme pour répondre aux besoins en infrastructure, par exemple en ce qui concerne les logements et les installations de traitement de l'eau. Les priorités comprennent la réduction du déficit d'infrastructure, l'élaboration conjointe de lois sur la santé, la prise d'une décision sur un facteur de progression pour les subventions de 10 ans et l'indemnisation rapide des personnes touchées par le retrait d'enfants des familles.</p> <p>» SAC travaille également à une stratégie de financement durable à long terme pour le logement, afin de remplacer le financement actuel imprévisible à court terme.</p>



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Mise à jour sur les revendications particulières</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » <i>Stefan Matiation, directeur général des Revendications particulières, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada</i> » <i>Chef Kukpi7 Judy Wilson, coprésidente, groupe de travail sur les revendications particulières de la Colombie-Britannique</i> » <i>Chef Dalton Silver, coprésident, groupe de travail sur les revendications particulières de la Colombie-Britannique</i> » <i>Jody Woods, responsable technique, groupe de travail sur les revendications particulières de la Colombie-Britannique</i> 	<ul style="list-style-type: none"> » Stefan Matiation a fait le point sur le règlement des revendications particulières au cours des dernières années : les revendications particulières de la Colombie-Britannique représentent 51 % de l'ensemble des revendications particulières au Canada, et le taux d'acceptation des revendications a augmenté à 65 %. La Direction générale des revendications particulières cherche des façons de regrouper les revendications et de travailler en collaboration avec les Premières Nations. » Le Groupe de travail sur les revendications territoriales particulières de la Colombie-Britannique (en anglais seulement), qui préconise le règlement juste et équitable des revendications particulières, a présenté un diaporama sur la nécessité de transformer le processus de règlement des revendications particulières, y compris le désir d'une évaluation indépendante des revendications. Le groupe de travail a souligné que les revendications de la Colombie-Britannique ont leur caractère propre, et il continuera de préconiser un processus équitable, indépendant, transparent, impartial et ouvert.

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Groupe d'experts sur la question des territoires partagés et des chevauchements</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» <i>Joe Wild, sous-ministre adjoint principal, Traités et gouvernement autochtone, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada</i></p> <p>» <i>Tom McCarthy, négociateur en chef de division, ministère des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation</i></p> <p>» <i>Terry Teegee, chef régional, Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique</i></p>	<p>» Joe Wild a reconnu que les approches stratégiques antérieures du Canada n'ont pas appuyé la résolution des préoccupations relatives aux territoires partagés et qui se chevauchent. Il a cité la nouvelle approche du Canada qui consiste à s'éloigner des accords complets et définitifs, ce qui donnera plus de place aux négociations avec les Premières Nations pour discuter de la gouvernance des régions contestées. De plus, le Canada fournit des ressources aux collectivités autochtones pour reconstituer leurs protocoles de gouvernance traditionnels.</p> <p>» Tom McCarthy a souligné certains des défis découlant des mesures prises par la province, comme l'utilisation d'une base de données consultative sur les régions, et a expliqué que la Colombie-Britannique aimerait avoir un dialogue ouvert avec les Premières Nations pour trouver des solutions. Il a également mentionné la nouvelle loi de la Colombie-Britannique intitulée <i>Declaration on the Rights of Indigenous Peoples Act</i>, qui permettra à la province de conclure des ententes avec des gouvernements autochtones autres que les conseils de bande ou les sociétés régies par la <i>Loi sur les Indiens</i>, ou avec des groupes qui se rassemblent pour un projet ou un but précis.</p> <p>» Terry Teegee a expliqué qu'il est important d'établir un cadre de base pour aborder la question des territoires partagés et qui se chevauchent. Il a fait remarquer que la question des territoires partagés et qui se chevauchent est un concept colonial qui a divisé les Premières Nations. Une question clé est de savoir comment nous pouvons concilier les lois autochtones et occidentales.</p> <p>» Les participants ont soulevé de nombreux commentaires et de nombreuses questions, notamment sur la façon de protéger les intérêts des Premières Nations qui ne participent pas aux négociations de traités, sur la question des ententes provinciales de partage des revenus et des territoires revendiqués ainsi que sur les protocoles entre les Premières Nations.</p> <p>» Tous les membres du groupe d'expert ont mentionné que le <i>Shared Territories and Overlaps Forum</i>, tenue du 11 au 13 mars 2020, à Vancouver, représenterait une occasion importante et opportune, pour que les collectivités autochtones se mobilisent activement et examinent des options qui contribuent à la résolution de la question des territoires qui se chevauchent et en discutent.</p>

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Mise en œuvre du projet de loi C-92 : Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Kukpi7 Judy Wilson, secrétaire-trésorière, Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique » Cheryl Casimer, dirigeante politique, Sommet des Premières Nations » Lydia Hwitsum, dirigeante politique, Sommet des Premières Nations » Joanne Wilkinson, sous-ministre adjointe, Réforme des services à l'enfance et à la famille, SAC » Allison Bond, sous-ministre, ministère du Développement de l'enfance et de la famille de la Colombie-Britannique 	<ul style="list-style-type: none"> » Joanne Wilkinson a présenté un résumé de la Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Il y a de nouvelles normes nationales minimales en ce qui concerne la prestation de services et une voie menant à la compétence autochtone en matière de services à l'enfance et à la famille. Allison Bond a indiqué que le ministère du Développement de l'enfance et de la famille a modifié sa politique et sa pratique pour respecter les normes minimales de la Loi. » Il faut un processus fondé sur la compétence en Colombie-Britannique, afin que les problèmes dans d'autres régions ne causent pas de retards pour les Premières Nations de la Colombie-Britannique qui sont prêtes à aller de l'avant. Le Groupe de travail tripartite sur les services à l'enfance et à la famille (composé de représentants du Conseil des leaders des Premières Nations, de Services aux Autochtones Canada et du ministère du Développement de l'enfance et de la famille) mobilisera les dirigeants des Premières Nations dans le cadre de ce travail. Les nations de la Colombie-Britannique dirigent le processus, et il a été reconnu que nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres et des organismes autochtones délégués. » Il a été annoncé qu'il y aurait un rassemblement de tous les chefs les 28 et 29 avril 2020, ainsi qu'un rassemblement des autorités des nations travaillant sur la question de la compétence en mai 2020. En raison de la pandémie de la COVID-19, ces rassemblements n'ont pas eu lieu. La réunion des chefs sera reportée et le Groupe de travail tripartite examine des solutions permettant une participation par voie virtuelle.



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Observations du chef national Perry Bellegarde, Assemblée des Premières Nations</p>	<ul style="list-style-type: none"> » Le chef national de l'Assemblée des Premières Nations, Perry Bellegarde, a abordé un certain nombre de questions prioritaires comme la santé et le bien-être, la compétence des Premières Nations dans le domaine de l'enfance et de la famille, le cannabis et le jeu, la justice, les pêches, les changements climatiques et la <i>Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i>. » Les peuples autochtones et leurs priorités ont été expressément mentionnés dans le discours du Trône du gouvernement du Canada, et le travail et la défense des intérêts des Premières Nations dans la région ont contribué à faire en sorte que soient adoptées les lois provinciales sur la <i>Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i> et qu'on fasse progresser les projets de loi C-91 (langues autochtones) et C-92 (protection de l'enfance). » Il y a eu des obstacles comme la poursuite intentée par le Québec contre le projet de loi C-92 et le manque de financement pour combler l'écart dans les déterminants sociaux de la santé, et il y a des domaines où il faut poursuivre le travail, par exemple pour aller au-delà de la <i>Loi sur les Indiens</i>, régler de nombreuses questions de compétence et mettre fin à la dépendance de nombreuses Premières Nations au carburant diesel en établissant des sources d'énergie de remplacement durables. » Des efforts sont en cours pour transformer les quatre politiques du gouvernement fédéral relatives aux revendications globales, aux revendications particulières, aux ajouts aux réserves et aux droits inhérents afin qu'elles ne portent plus sur l'extinction des droits et mettent maintenant l'accent sur la reconnaissance et la mise en œuvre des droits. Un autre aspect important des efforts de défense des droits du chef Bellegarde consiste à encourager le ministre des Finances à cibler le financement pour les Premières Nations. » Le travail difficile de réconciliation ne peut être accompli isolément, et des travaux de pointe sont en cours en Colombie-Britannique. » L'assemblée générale annuelle de l'Assemblée des Premières Nations, qui devait avoir lieu à Halifax, en Nouvelle-Écosse, du 7 au 9 juillet 2020, a été annulée en raison de la COVID-19. Six cents chefs de partout au Canada devaient participer à cette assemblée. L'Assemblée des Premières Nations a prévu une assemblée extraordinaire des chefs en décembre 2020, laquelle pourrait ou non aller de l'avant en fonction des mesures de santé publique et d'autres facteurs. La prochaine assemblée générale annuelle de l'Assemblée des Premières Nations est prévue du 6 au 8 juillet 2021 à Toronto, en Ontario.



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Rapport d'ensemble de la Colombie-Britannique</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Catherine Lappe, directrice générale régionale, SAC » Membres de l'équipe de la haute direction, région de la Colombie-Britannique de SAC 	<ul style="list-style-type: none"> » Catherine Lappe et les membres de l'équipe de la haute direction ont donné un aperçu des budgets régionaux de 2019-2020 de la région de la Colombie-Britannique de SAC et de leur distribution. » Cet aperçu a fourni des renseignements d'ordre budgétaire sur l'infrastructure communautaire, les terres et le développement économique, la gestion des urgences, l'éducation, le principe de Jordan, les programmes d'aide au revenu, la gouvernance et la nouvelle relation financière. Il a été suivi d'une période de questions des délégués. » Une copie de la présentation est accessible en ligne (en anglais seulement).



SÉANCES EN PETITS GROUPES

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Mise en œuvre de la Politique sur la reconnaissance et la réconciliation des droits pour les négociations des traités en Colombie Britannique</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Joe Wild, sous-ministre adjoint principal, Traités et gouvernement autochtone, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada » Tom McCarthy, négociateur en chef de division, ministère des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation » Cheryl Casimer, dirigeante politique, Sommet des Premières Nations 	<ul style="list-style-type: none"> » Cheryl Casimer a présenté l'historique du processus des traités de la Colombie Britannique, y compris le Rapport du Groupe de travail (en anglais seulement) le Processus de mobilisation multilatérale, l'Accord des parties principales (en anglais seulement) et l'élaboration conjointe de la nouvelle Politique sur la reconnaissance et la réconciliation des droits pour les négociations des traités en Colombie-Britannique (en anglais seulement). » Joe Wild a souligné certains changements de politique clés, y compris le passage de l'extinction complète et définitive des droits à la reconnaissance continue et évolutive de ceux-ci. Il a souligné que la nouvelle politique constitue un moyen de fonder les travaux futurs sur la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et l'élaboration conjointe de politiques. Bien que la nouvelle politique vise expressément les participants au processus de négociation des traités de la Colombie-Britannique, elle est également accessible, en tout ou en partie, à tout groupe autochtone qui participe à des discussions avec le Canada et qui désire s'y reporter. » Tom McCarthy a discuté de la collaboration et de l'harmonisation entre les gouvernements fédéral et provinciaux et le Sommet des Premières Nations pendant l'élaboration de la nouvelle politique et a reconnu qu'il devrait y avoir de multiples façons de tenir compte des intérêts à l'intérieur et à l'extérieur du processus de négociation des traités de la Colombie-Britannique.



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Nouveaux outils fiscaux à l'appui de l'autodétermination</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» Alan Greer, directeur intérim, Direction générale des finances, Traités et gouvernement autochtone, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada</p> <p>» Fred Tolmie, administrateur en chef, Nation shishálh</p> <p>» Frank Dragon, Conseiller principal du chef législatif et conseiller principal de l'assemblée législative du KCFN, Premières nations Ka:yu:k't'h'/Che:k'tles7et'h'</p>	<p>» Alan Greer a expliqué comment la <i>Politique financière collaborative du Canada sur l'autonomie gouvernementale</i> a été élaborée conjointement avec 25 groupes autochtones autonomes. La Politique a préparé RCAANC à entreprendre la négociation fondée sur des motifs clairs et transparents afin de fournir des ressources financières suffisantes pour s'acquitter de ses responsabilités en matière d'autonomie gouvernementale. La nouvelle politique financière s'applique aux Premières Nations qui ont conclu un accord sur l'autonomie gouvernementale, tandis que, dans le cadre d'un processus distinct, SAC travaille avec l'Assemblée des Premières Nations à établir une nouvelle relation financière pour les groupes visés par la <i>Loi sur les Indiens</i>.</p> <p>» Le modèle de la nouvelle politique financière comprend plusieurs éléments qui peuvent être regroupés en deux parties : 1) financement de <i>maintien</i> et 2) financement de <i>ratrapage</i>. L'élément relatif au <i>maintien</i> met l'accent sur la détermination des besoins en matière de dépenses des gouvernements autochtones. Des travaux ont été réalisés sur les besoins en matière de dépenses liés à la gouvernance et à l'administration, mais les efforts se poursuivent pour l'infrastructure, la mise en œuvre des traités, les programmes et les services, ainsi que la culture, la langue et le patrimoine. L'élément relatif au <i>ratrapage</i> fait référence au financement et à d'autres mesures de soutien visant à réduire ou à combler les écarts en matière de mieux-être social, d'infrastructure et de logement par rapport aux collectivités non autochtones environnantes. La Politique indique également clairement que le Canada et les gouvernements autochtones élaboreront en collaboration l'approche fédérale à l'égard de la capacité financière des gouvernements autochtones (revenus autonomes) et que la capacité financière ne sera pas prise en compte tant que les méthodes de financement restantes n'auront pas été élaborées conjointement pour répondre aux besoins en dépenses liés à l'autonomie gouvernementale des Autochtones.</p> <p>» Fred Tolmie a déclaré que le Canada et les gouvernements autochtones sont maintenant sur la même longueur d'onde en ce qui concerne les résultats des négociations, à la suite des travaux effectués sur la <i>Politique financière collaborative du Canada sur l'autonomie gouvernementale</i>. La nouvelle politique tient compte du coût réel de fonctionnement d'un gouvernement autochtone.</p> <p>» Deux préoccupations ont été soulevées pendant la période de questions et réponses : 1) la Politique n'entraîne pas d'obligations pour les autres ministères et 2) la question de savoir si le report des travaux liés aux revenus autonomes aura une incidence sur l'épuisement des ressources non renouvelables. Alan Greer a répondu que : 1) les autres ministères ont été invités et RCAANC s'attend à une plus grande participation et 2) la politique sur les revenus autonomes est toujours en cours d'élaboration et l'on veille à ce qu'elle ne pénalise pas le succès.</p>

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Femmes et filles autochtones disparues et assassinées</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Darryl-Jean Peeman, coordonnateur du <i>You Empowered & Strong (YES)</i>, Okanagan Nation Alliance » Matilda Brown, travailleuse en toxicomanie, <i>St'at'imc Outreach Health Services</i> » Holly Alec, représentante des jeunes, <i>St'at'imc Outreach Health Services</i> » Janice Knighton, chef du projet de justice réparatrice, <i>Conseil tribal de Lillooet</i> » Chef Colleen Jacob, Première Nation de Xaxli'p » Elaine Alec, Alderhill Planning et représentante des femmes à l'UBCIC, Bande indienne de Penticton 	<ul style="list-style-type: none"> » Elaine Alec, co-organisatrice du rapport sur la voie à suivre intitulé <i>Path Forward</i> (en anglais seulement) a animé une séance sur la question des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées. D'autres présentations ont porté sur des programmes communautaires fructueux liés à la question des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées et sur l'importance de renforcer les liens culturels pour la guérison personnelle. » Le programme YES a été établi en 2015. Il offre un soutien à l'élaboration de plans de sécurité ainsi qu'un soutien éducatif et culturel facilité par deux équipes d'aidants communautaires par collectivité. Au cours des six derniers mois, YES a connu une augmentation de 300 % des renvois. Bien que le programme YES estime que la culture et la langue sont les clés de la guérison, les fournisseurs de services ont remarqué une lacune dans ces deux domaines qui limite leur capacité d'aider. Le programme de YES a relevé une augmentation de la violence faite aux femmes et aux jeunes femmes, dont certaines n'ont que 10 ans. » Les objectifs de St'at'imc Health Services comprennent le soutien des clients dans leur cheminement vers le mieux-être de façon holistique et l'établissement de relations de confiance. À l'automne 2019, il a organisé un rassemblement communautaire pour les femmes de tous âges sur le territoire. Ce rassemblement a aidé à autonomiser les aînées, les femmes et les filles grâce à des pratiques et à des protocoles culturels et spirituels. <p>✓ MESURE DE SUIVI : Le financement fédéral actuel pour le programme YES a pris fin en mars 2020. Bien que le programme ait obtenu un financement temporaire à court terme au début du présent exercice, le personnel de RCAANC travaille avec d'autres ministères fédéraux pour trouver des options de financement.</p>



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Nouvelle relation financière – Mise à jour sur le Comité consultatif ministériel conjoint APN-SAC et mise en œuvre des subventions de 10 ans</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Gail Mitchell, sous-ministre adjointe, Secteur de la politique stratégique et des partenariats, SAC » Daniel Wilson, conseiller spécial, Assemblée des Premières Nations » Chef David Jimmie, chef et PDG, Première Nation de Squiala et représentant de l'Assemblée des Premières Nations de la Colombie Britannique au Comité consultatif mixte sur les relations financières » Harold Calla, président exécutif, Conseil de gestion financière des Premières Nations » Chef Harvey McLeod, Bande d'Upper Nicola » Collette Sunday, administratrice de bande, Bande d'Upper Nicola 	<ul style="list-style-type: none"> » Gail Mitchell a souligné l'engagement de SAC à l'égard d'une nouvelle relation financière qui vise à mettre en œuvre un processus d'autodétermination de nation à nation. La subvention de 10 ans est une étape pour améliorer la prévisibilité et la souplesse de la conception et de la prestation des services, tout en réduisant le fardeau en matière de production de rapports. Au moment de la rédaction du présent rapport sommaire, 85 Premières Nations du pays, dont 46 en Colombie-Britannique, recevaient une subvention de 10 ans. Il est reconnu que le renforcement des capacités doit être appuyé et que d'autres mesures sont nécessaires pour aborder d'autres aspects d'une nouvelle relation financière. » Le chef David Jimmie et Daniel Wilson ont décrit le travail de plaidoyer budgétaire de l'Assemblée des Premières Nations et du Comité consultatif mixte sur les relations financières, y compris les 24 recommandations énoncées dans le rapport provisoire de juin 2019 du Comité, intitulé <i>Honoring our Ancestors by Trailblazing a Path to the Future</i> (en anglais seulement). Ce rapport s'appuie sur les travaux antérieurs décrits dans le rapport de la Colombie-Britannique au Comité national des chefs sur les relations financières de l'Assemblée des Premières Nations. L'accent est mis sur le passage des transferts actuels aux transferts d'origine législative. Les travaux futurs du Comité consultatif mixte sur les relations financières consisteront à mettre la dernière main aux recommandations et à envisager des options de mise en œuvre, y compris la définition de résultats mesurables et les prochaines étapes. » Harold Calla a donné un aperçu de l'historique de la <i>Loi sur la gestion financière des Premières Nations</i> et des outils élaborés par le Conseil de gestion financière des Premières Nations pour aider les Premières Nations à planifier et à gérer les résultats et à en faire rapport aux membres. Les Premières Nations ont besoin de ressources pour planifier et mettre en œuvre leur capacité d'exercer leur compétence, y compris un cadre institutionnel, à savoir une plateforme de services partagés pour appuyer les services administratifs et l'éducation. » Le chef Harvey McLeod et Collette Sunday ont expliqué comment la subvention de 10 ans s'harmonise avec le travail réalisé pour répondre à chacune des demandes de leur collectivité aux fins de la reddition de comptes et de la transparence, ce qui est reflété dans la vision et la mission de la bande. Collette Sunday a décrit les mesures prises (y compris les obstacles surmontés) pour y parvenir, notamment en travaillant avec le Conseil de gestion financière des Premières Nations pour passer sous le régime de la loi sur la gestion financière et obtenir la certification en matière de gestion financière. Dans l'ensemble, la subvention de 10 ans a offert à la collectivité des options qu'elle n'avait pas dans le passé.

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Leadership autochtone et possibilités dans les projets d'énergie propre</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » <i>Cole Sayers, coordonnateur de projet, New Relationship Trust, BC Clean Energy Initiative</i> » <i>Michelle Myers, mentore du Indigenous Clean Energy 20/20 Catalyst, Première Nation des Xeni Gwet'in</i> » <i>Braden Etzerza, coordonnateur en action climatique, Première Nation de Metlakatla</i> 	<ul style="list-style-type: none"> » Les trois jeunes panélistes ont fait part de leur expérience à l'appui des initiatives sur l'énergie propre dans leur collectivité. Ils ont affirmé l'importance du financement des capacités et du soutien pour les collectivités afin qu'elles s'engagent dans le secteur de l'énergie propre. Il y a d'énormes possibilités, mais il faut développer les capacités et obtenir du financement et du soutien pour les exploiter. » Plus de 20 collectivités des Premières Nations dépendent encore du diesel. Les bailleurs de fonds doivent évaluer les projets sur l'énergie propre du point de vue des valeurs culturelles et environnementales plutôt que seulement du point de vue du développement économique. » Un financement insuffisant sera toujours un obstacle à la réussite. Il faut un financement suffisant pour les projets sur l'énergie propre. Il est nécessaire de fournir un soutien financier aux collectivités pour qu'elles renforcent leurs capacités de manière à ce que les jeunes puissent s'engager dans le secteur de l'énergie propre. Enfin, les collectivités ont besoin de ressources pour embaucher des agents spécialisés dans les questions liées aux changements climatiques. » La région de la Colombie-Britannique de SAC continuera de promouvoir l'Initiative sur l'énergie propre pour les Autochtones en Colombie-Britannique (en anglais seulement) pour laquelle un appel de propositions a été lancé au début de 2020, et d'appuyer les collectivités qui cessent progressivement d'utiliser le diesel. De plus, elle finance des projets de développement économique pour l'énergie propre par l'entremise du Programme pour la préparation des collectivités aux possibilités économiques de SAC.



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Planification dirigée par la collectivité</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » <i>Hegus Clint Williams, Nation des Tla'amins</i> » <i>Steven Brown, conseiller, Première Nation de Klahoose</i> » <i>Alison Trenholm, conseillère, Première nation de Homalco</i> » <i>Chef Nicole Rempel, conseillère en chef, Première Nation des K'ómoks</i> 	<ul style="list-style-type: none"> » Les Quatre nations sœurs – Tla'amin, Klahoose, Homalco et K'ómoks – ont parlé des réussites et des avantages de la planification de nation à nation. Elles ont discuté de leurs priorités mutuelles en matière de langue, de culture, de santé et d'infrastructure et de la façon dont la planification collective aide chaque nation à faire progresser ses priorités communautaires et à renforcer ses capacités grâce à la solidarité politique. » La revitalisation linguistique et culturelle est essentielle aux efforts de reconstruction de leur nation. En réunissant les gardiens du savoir de chaque collectivité, les Quatre nations sœurs travaillent à préserver leur langue pour les générations futures. » Les Premières Nations qui souhaitent en apprendre davantage sur les collectivités qui procèdent à la planification en collaboration ou sur les sources de financement possibles pour la planification collective doivent communiquer avec SAC – développement des collectivités à BC-CCP@aandc-aadnc.gc.ca.
<p>Mises à jour sur l'éducation des Premières Nations - Compétence en matière d'éducation, BCTEA et éducation postsecondaire</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » <i>Christa Williams, conseillère et négociatrice, Comité de coordination de l'éducation des Premières Nations</i> » <i>Tyrone McNeil, président, Comité de coordination de l'éducation des Premières Nations</i> 	<ul style="list-style-type: none"> » Cette séance en petits groupes a mis l'accent sur les jalons historiques et les initiatives en cours liées à la compétence des Premières Nations en matière d'éducation. La signature d'accords individuels sur la compétence en matière d'éducation entre le Canada et les Premières Nations permettra aux 13 Premières Nations en négociation (PNN) de tenir des votes de ratification communautaire sur leurs accords respectifs sur la compétence en matière d'éducation. » Christa Williams a souligné que les Premières Nations et le Comité de coordination de l'éducation des Premières Nations ont été frustrés par des messages incohérents au sujet du processus fédéral d'approbation des modèles d'accords sur la compétence en matière d'éducation. Diverses options visant à accélérer la présentation des modèles d'accords sur la compétence en matière d'éducation proposés à l'origine par le Canada ont été retirées au cours des semaines précédant les élections fédérales de 2019. » Tyrone McNeil a expliqué l'importance du financement de l'éducation postsecondaire. Le Canada s'est engagé à verser 7,5 millions de dollars sur trois ans pour mobiliser les Premières Nations et élaborer des modèles postsecondaires régionaux. Le Comité s'attend à ce que l'affectation de la Colombie-Britannique serve à mobiliser les intervenants et à élaborer un modèle de financement de l'éducation postsecondaire propre à la Colombie-Britannique et fondé sur la population de la Colombie-Britannique pour appuyer les étudiants des Premières Nations, les collectivités et les instituts établis par les Premières Nations. La mobilisation vise également à faire en sorte que les systèmes publics d'éducation postsecondaire répondent aux besoins des Premières Nations et des élèves des Premières Nations. » MESURE DE SUIVI : Le Canada travaillera avec le Comité pour mettre au point et approuver les accords sur le modèle de financement de la compétence en matière d'éducation d'ici juillet 2021.

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Conception conjointe du logement – Nouveaux partenariats pour le logement des Autochtones</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Nees Ma'Outa (Clifford White), président, Prince Rupert Indigenous Housing Society » Leo Lawson, gestionnaire des immobilisations, Nation Heiltsuk » Jaimie Harris, conseillère, Nation Heiltsuk » Khelsilem Sxwchálten iy Xelsilem (Dustin Rivers), conseiller et porte-parole, Nation des Squamish 	<ul style="list-style-type: none"> » Les panélistes ont souligné l'importance de veiller à ce que le logement dans les réserves et hors réserve soit durable et abordable pour les Premières Nations. » Nees Ma'Outa a insisté sur la nécessité d'une réconciliation par l'établissement de partenariats et le renforcement des capacités pour appuyer le logement et l'infrastructure dans les collectivités des Premières Nations. Le logement peut être une solution à de nombreux problèmes sociaux ainsi qu'aux effets de la colonisation comme la toxicomanie, les problèmes de santé mentale et l'itinérance. » Leo Lawson et Jaimie Harris ont discuté de la question de l'éloignement, des possibilités d'emploi et du logement limité dans l'optique de ramener les gens à la maison. Les points saillants comprennent des projets et des initiatives de logement novateurs comme la Big House, CleanBC et les options de chauffage de remplacement pouvant être communiquées à d'autres nations à titre de pratiques exemplaires. » Khelsilem Sxwchálten iy Xelsilem a décrit l'importance d'établir un cadre de gouvernance robuste en matière de logement et les avantages d'avoir une séparation entre la politique et les activités quotidiennes liées au logement.



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Compétences, formation et emploi des Autochtones en Colombie-Britannique – Séance interactive avec des dirigeants communautaires</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Robert Philips, directeur politique, Sommet des Premières Nations » Chef Harvey McLeod, Bande d'Upper Nicola » Cherlyn Billy, directrice, comité sur le perfectionnement des compétences, formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, Conseil tribal de la Nation Shuswap 	<ul style="list-style-type: none"> » Le chef Harvey McLeod a commencé la discussion en parlant de son expérience en matière de formation et de recherche d'emploi pour ses membres. » Il est difficile de briser le cloisonnement, de regrouper les programmes pour soutenir une personne ou une famille et de composer avec les différentes obligations redditionnelles, restrictions et règles de programmes multiples. » La nouvelle relation financière permettra à la Bande indienne d'Upper Nicola et à d'autres bandes de mettre sur pied des programmes plus cohérents qui offrent un meilleur soutien de sorte que les perspectives évoluent à mesure que le financement devient plus souple et à plus long terme. » Afin de travailler ensemble de manière plus efficace, le Conseil des leaders des Premières Nations a approuvé la création du Comité sur le perfectionnement des compétences, la formation et l'emploi destiné aux Autochtones pour veiller à ce que les points de vue des collectivités soient pris en compte et pour déterminer des stratégies visant à améliorer les activités liées aux compétences, à la formation et à l'emploi dans les collectivités. » Cherlyn Billy a posé trois questions : <ul style="list-style-type: none"> › Quelles sont les priorités en matière de compétences, de formation et d'emploi dans votre collectivité? › Qu'est-ce qui a fonctionné et quels sont les obstacles à la réussite? › Comment les dirigeants du Canada, de la Colombie-Britannique et des Premières Nations peuvent-ils mieux collaborer pour améliorer les compétences, la formation et les résultats en matière d'emploi des membres des Premières Nations? » Les délégués ont formulé des commentaires sur les compétences, l'emploi et la formation, pour appuyer les discussions exploratoires avec un comité tripartite de représentants fédéraux, provinciaux et des Premières Nations, pour travailler sur ces questions. » Les commentaires ont mis l'accent sur une approche holistique comprenant le mieux-être individuel, la sensibilisation des employeurs à la <i>Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i> et le financement à long terme de la prestation des services.

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Repenser la gestion des urgences à l'aide de l'approche d'intégration</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » <i>Chef Donna Aljam, Bande indienne Nicomen</i> » <i>Anthony Moore, gestionnaire, Services d'intervention d'urgence/ Application de la loi et services d'urgence, gouvernement Nisga'a Lisims</i> » <i>Jeremiah Louis, gestionnaire, Services d'urgence/chef des pompiers, Nation de Takla</i> » <i>Paul Sam, conseiller, Première Nation de Tsartlip</i> » <i>Brent Langlois, directeur général, Société des services d'urgence des Premières Nations</i> 	<ul style="list-style-type: none"> » On a donné un aperçu de la gestion des urgences en Colombie-Britannique. Il y a un besoin pratique d'améliorer la gestion des urgences, et l'APN de la Colombie-Britannique, le Sommet des Premières Nations, l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique, le Canada et la Colombie-Britannique se sont engagés à contribuer à un changement significatif. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones a fait l'objet de discussions, et des panélistes ont présenté des témoignages communautaires, soulignant les mesures prises par les Premières Nations pour faire progresser les programmes de gestion des urgences ainsi que les relations avec la Colombie-Britannique et le Canada. » L'objectif global est d'établir des partenariats de collaboration entre les Premières Nations, le Canada et la province de la Colombie-Britannique d'une manière qui respecte l'autorité et la compétence des Premières Nations, ainsi que le savoir autochtone. Le Groupe de travail tripartite mettra au point un plan de travail pour orienter la mise en œuvre du Protocole d'entente tripartite sur les services de gestion des urgences (en anglais seulement). SAC, le Conseil des leaders des Premières Nations (avec l'appui de la Société des services d'urgence des Premières Nations) et la province travailleront en collaboration pour mettre en œuvre le plan de travail et le <i>protocole d'entente tripartite</i>. » Un forum provincial sur la gestion des urgences des Premières Nations était prévu pour mars 2020, conformément à ce que prévoit le protocole d'entente. En raison de la COVID-19, ce forum a été reporté et des options virtuelles sont à l'étude. » Le Groupe de travail tripartite prépare un mémoire pour Emergency Management BC qui porte sur la modernisation de la loi intitulée <i>Emergency Program Act</i>.

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Apprendre les uns des autres : Pratiques exemplaires parmi les administrateurs</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Colette Sunday, administratrice de bande, Bande d'Upper Nicola » Alana Dixon, administratrice de bande, Bande de Canim Lake » Vaughn Sunday, directrice générale, Bande d'Adams Lake » Sonia Roberts, administratrice de bande, Première Nation Mamalilikulla » Jehan Casey, directrice générale, Secrétariat de la fonction publique des Premières Nations 	<ul style="list-style-type: none"> » Il s'agissait d'une séance interactive de type Café du monde organisée par le Secrétariat de la fonction publique des Premières Nations (SFPPN), au cours de laquelle les participants ont eu droit à trois rondes de 20 minutes pour visiter une table qui suscitait leur intérêt. Les quatre tables ont été organisées par les administrateurs des bandes de la Première Nation de la Colombie-Britannique sur les sujets suivants : « Politique et mobilisation communautaire », « RH et planification communautaire globale », « Plans d'immobilisations, budgets et évaluation » et « Éducation ». » Les participants ont demandé d'autres occasions semblables de mobilisation pratique et de réseautage lors de réunions et d'activités futures comme <i>La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tə sqaq̓ip ct.</i> ✓ MESURE DE SUIVI : Le SFPPN s'est engagé à transmettre un rapport sur les outils et conseils fournis dans la page du groupe Facebook du Réseau des administrateurs des Premières Nations : (en anglais seulement ; faire une recherche du nom « First Nations Administrators Network » pour trouver le groupe et en devenir membre). ✓ MESURE DE SUIVI : Les hôtes de la table se sont engagés à transmettre aux participants les modèles et les outils dont on discute dans la page du groupe Facebook du Réseau des administrateurs des Premières Nations.



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Communications avec les Premières Nations – Pratiques exemplaires</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » <i>Tewanee Joseph, directeur général, Tewanee Consulting Group</i> » <i>Ah-jeh-ma-thot (Davis McKenzie), directeur, Toχ^woχ^w (Becoming Clear) Communications</i> » <i>Andrea McDonald, gestionnaire des communications, SAC</i> 	<ul style="list-style-type: none"> » Tewanee Joseph était accompagnée de Ah-jeh-ma-thot (Davis McKenzie) pour souligner les pratiques exemplaires en matière de communication efficace avec les membres, la collectivité environnante et les médias. » Des exemplaires de la <i>Trousse de communication des Premières Nations</i> (élaborée par l'équipe des communications de SAC pour la région de la Colombie-Britannique et par Tewanee Joseph) ont été distribués. » Les participants ont demandé plus d'information sur les communications (internes et externes) surtout dans le cadre de leur formation en leadership lorsqu'ils sont élus. On a également discuté du besoin d'une plateforme commune pour permettre aux Premières Nations d'avoir accès à de l'information, à des pratiques exemplaires, à des modèles, à des histoires de réussite et aux réponses aux questions des mentors, propres à la Colombie-Britannique. » Au total, 23 participants ont répondu aux questionnaires de rétroaction. Parmi eux, 21 ont indiqué qu'ils aimeraient recevoir une <i>trousse d'outils</i> mise à jour et révisée et 13 désiraient faire partie d'une communauté de pratique des communications. Ces 13 personnes ont depuis reçu un courriel de l'équipe des communications de SAC pour la région de la Colombie-Britannique, dans lequel on les remerciait de leur participation et leur fournissait le lien électronique de la Trousse.



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Principe de Jordan : Explorer un nouveau modèle de coordination des services en Colombie Britannique</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» <i>Lorinda Patterson, coordonnatrice principale des services, chef d'équipe, First Nations Health Consortium, Sud de l'Alberta</i></p> <p>» <i>Madhvi Russell, gestionnaire du principe de Jordan, SAC</i></p>	<p>» Madhvi Russell a donné un aperçu du principe de Jordan et expliqué que la région de la Colombie-Britannique de SAC dispose d'un financement pour élaborer un modèle amélioré de coordination des services afin d'aider les enfants et les familles à accéder aux services et aux mesures de soutien dont ils ont besoin.</p> <p>» Lorinda Patterson a présenté un aperçu du modèle albertain de coordination des services du principe de Jordan. Ce modèle offrait une base à partir de laquelle les participants proposaient des suggestions pour un modèle propre à la Colombie-Britannique.</p> <p>» Les participants ont fait part de leurs points de vue sur la coordination des services. Voici quelques réflexions sur ce à quoi pourrait ressembler la coordination des services :</p> <ul style="list-style-type: none"> › Coordination dirigée par les Autochtones et axée sur la communauté. › Sensibilisation plus directe des collectivités. › Postes communautaires pour aider les familles à accéder aux services prévus par le principe de Jordan ou SAC et pour assurer la prestation des services et des mesures de soutien en temps opportun. › Coordonnateurs de services qui sont culturellement compétents et respectueux. › Amélioration des liens avec les programmes provinciaux et d'autres organismes de services. › Capacité de sensibilisation pour soutenir les populations des Premières Nations en milieu urbain. › Collecte de données pour comprendre les tendances croissantes afin d'appuyer une meilleure coordination des services. › Répartition égale des coordonnateurs en Colombie-Britannique. <p>✓ MESURE DE SUIVI : Des renseignements ont été recueillis sur diverses idées pour la coordination des services en vertu du principe de Jordan en Colombie Britannique et ont servi de base à des discussions continues avec les dirigeants des Premières Nations et des experts sectoriels.</p> <p>✓ MESURE DE SUIVI : Certains participants ont demandé une séance d'information de SAC sur le principe de Jordan et la coordination des services. L'équipe du principe de Jordan de SAC a fait un suivi auprès des participants afin de prendre les dispositions nécessaires à la tenue de ces séances.</p>

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Mise à jour et séance d'information du Conseil du logement et des infrastructures de la Colombie-Britannique</p> <p>.....</p> <p>ANIMATEUR</p> <p>» <i>Chef Mark Point, Première Nation de Skowkale et vice président du Conseil du logement et des infrastructures de la Colombie-Britannique</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> » SAC et les partenaires des Premières Nations travaillent ensemble pour appuyer le transfert des soins, du contrôle et de la gestion des programmes et des services de logement et d'infrastructure aux organisations dirigées par les Premières Nations. » Le Conseil du logement et des infrastructures des Premières Nations de la Colombie-Britannique a reçu du financement pour mener des consultations qui éclaireront sa voie à suivre, y compris la portée de ce qu'il souhaite prendre en charge, les modèles d'affaires et de reddition de comptes, entre autres. » Dans le cadre de ses séances de mobilisation avec les Premières Nations membres, les conseils tribaux et d'autres intervenants, le Conseil du logement et des infrastructures des Premières Nations de la Colombie-Britannique cherche à obtenir une orientation sur des éléments comme la prestation de services, les modèles de financement, la gouvernance et la structure d'organisation. <ul style="list-style-type: none"> ✓ MESURE DE SUIVI : Le Conseil élaborera un plan ou une stratégie de communication pour orienter la mobilisation des collectivités des Premières Nations. ✓ MESURE DE SUIVI : Le Conseil communiquera une foire aux questions aux collectivités des Premières Nations.

SÉANCES POUR LES AÎNÉS ET LES JEUNES

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Atelier sur la vidéographie pour les jeunes</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Nene Kraneveldt, <i>Imagination FX</i> » Jim Kraneveldt, <i>Imagination FX</i> 	<ul style="list-style-type: none"> » Cet atelier a été donné en deux parties. Le premier jour, on a demandé aux jeunes de partager pourquoi ils s'intéressaient à la vidéographie, on leur a enseigné des techniques cinématographiques, puis les jeunes ont planifié ce qu'ils voulaient filmer. Ils ont formé des groupes de discussion selon le type de tournage qui les intéressait (comme des séquences supplémentaires de l'événement et des entrevues) et ce qu'ils voulaient accomplir par la vidéographie. Les séquences tournées ont été éditées et un jeune qui s'intéresse aux voix hors champ a élaboré la narration et enregistré la voix hors champ. » Le deuxième jour, les jeunes ont regardé la vidéo qu'ils avaient tournée. On leur a enseigné des techniques de tournage et expliqué comment ils peuvent utiliser les compétences acquises. » Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils avaient appris, les jeunes ont dit qu'ils voulaient : <ul style="list-style-type: none"> › utiliser des récits pour attirer des visiteurs dans les collectivités à des fins d'écotourisme; › filmer des activités communautaires pour communiquer à d'autres ce qui se passe dans les collectivités; › amener l'industrie cinématographique dans les collectivités des Premières Nations; › utiliser leurs compétences pour favoriser entre pairs la responsabilisation des jeunes; › mobiliser les jeunes; › mener des entrevues pour enregistrer et préserver les connaissances. » Les jeunes sont montés sur scène pendant le mot de la fin, tandis que leur vidéo était projetée à l'écran, et ils ont parlé ce qu'ils avaient appris au cours de l'expérience. Plusieurs jeunes ont pris la parole sur le podium pour exprimer leur appréciation de l'expérience et des nouvelles connaissances acquises et exprimer leur espoir que la séance de vidéographie soit offerte de nouveau afin qu'ils puissent y participer l'an prochain.
<p>Entrepreneuriat autochtone</p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <ul style="list-style-type: none"> » Lynn-Marie Angus, <i>Sisters Sage</i> » Trevor Carroll, <i>réalisateur/acteur/producteur</i> » Nene Kraneveldt, <i>Imagination FX</i> » Patrice Mousseau, <i>Satya Organics Inc.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> » Au cours de cette séance, des entrepreneurs autochtones ont fait part de leur expérience et de la façon dont leur identité autochtone a façonné leur entreprise. » Des conseils ont été donnés aux jeunes entrepreneurs, y compris l'importance de garder les valeurs autochtones au cœur de la vision des affaires, la persévérance et l'accès à de bons mentors vers qui se tourner au besoin. » Chaque conférencier a parlé de ses réussites et des leçons qu'il a apprises pendant son parcours.

SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU								
<p>Séance de mobilisation des jeunes</p> <p>.....</p> <p>ANIMATEUR</p> <p>» <i>Justen Peters, représentant des jeunes à l'Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique</i></p>	<p>» Au début de l'activité, les participants ont écrit ce qui était important pour eux et ont affiché leurs notes pour que les autres puissent les lire. Justen Peters a cerné les thèmes suivants qui sont ressortis de ces notes :</p> <table border="0"> <tr> <td>1. Culture</td> <td>5. Donner aux jeunes leur voix</td> </tr> <tr> <td>2. Santé mentale</td> <td>6. Éducation</td> </tr> <tr> <td>3. Soutien financier</td> <td>7. Renforcement des capacités et participation des jeunes</td> </tr> <tr> <td>4. Échange de connaissances entre les aînés et les jeunes</td> <td></td> </tr> </table> <p>» Plusieurs questions ont également été posées : Comment SAC mobilise-t-il les jeunes et comprend-il ce qui est important pour eux afin de s'assurer que son travail est pertinent pour eux? Comment SAC peut-il mieux servir les jeunes?</p> <p>» La première chose qu'on a entendue des jeunes était l'importance de « joindre le geste à la parole ». Un jeune a demandé : « Qui n'a pas déjà entendu que les jeunes sont l'avenir; mais que font les dirigeants pour les aider à devenir des leaders? » De nombreuses personnes présentes dans la salle étaient d'accord et n'étaient pas certaines des mesures en place pour appuyer les jeunes leaders.</p> <p>» Dans les discussions sur les façons de rester en contact, on a suggéré une application « entièrement dédiée aux jeunes Autochtones », car Facebook n'était pas une plateforme idéale. Bien que les gens se réunissent à l'occasion de conférences et d'autres événements, la communication entre les gens s'arrête souvent après quelques semaines.</p> <p>» Les jeunes ont soulevé l'idée d'un conseil consultatif des jeunes pour SAC. Ils veulent un endroit où ils peuvent se réunir avec d'autres jeunes qui veulent apporter des changements afin d'échanger des idées et des pratiques entre eux et avec SAC.</p> <p>» Plusieurs jeunes se sont dits préoccupés par le manque de financement dans les collectivités pour appuyer la santé mentale, les loisirs, la guérison des traumatismes et les jeunes pris en charge, ainsi que par le manque de financement pour permettre aux jeunes de participer à des conférences.</p> <p>» On suggère que SAC et RCAANC placent les jeunes à l'avant-plan d'une table ronde plénière le premier jour du rassemblement au lieu de les laisser en arrière-plan et de les présenter pour la première fois le troisième jour. Les jeunes ont dit estimer important de participer au rassemblement avec les Premières Nations et d'autres dirigeants, mais que les conférences réservées aux jeunes l'étaient tout autant.</p>	1. Culture	5. Donner aux jeunes leur voix	2. Santé mentale	6. Éducation	3. Soutien financier	7. Renforcement des capacités et participation des jeunes	4. Échange de connaissances entre les aînés et les jeunes	
1. Culture	5. Donner aux jeunes leur voix								
2. Santé mentale	6. Éducation								
3. Soutien financier	7. Renforcement des capacités et participation des jeunes								
4. Échange de connaissances entre les aînés et les jeunes									



SÉANCE	CE QUI A ÉTÉ ENTENDU
<p>Thé des aînés</p> <p>.....</p> <p>MOT D'OUVERTURE</p> <p>» <i>Bill Guerin, directeur régional associé, SAC</i></p> <p>.....</p> <p>CONFÉRENCIERS</p> <p>» <i>L'aîné Bob « S7aplek Lanakila » Baker et le groupe Eagle Song Dancers de la Nation des Squamish</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> » L'activité Thé des aînés de <i>La Rencontre 2020, kexwkexwntsút chet, tə s̓q̓ə̓q̓ip ct</i>, a été lancée par le personnel de SAC dans le cadre de la campagne FedStarter du Conseil fédéral du Pacifique. L'activité Thé des aînés a donné l'occasion à SAC et à RCAANC de témoigner une reconnaissance aux aînés qui ont appuyé les ministères au fil des ans par des prières d'ouverture, des enseignements et des protocoles culturels, et de leur demander leurs commentaires sur la façon dont ils envisagent de travailler avec les ministères à l'avenir. » Vingt-quatre aînés des Premières Nations et des Métis de toute la Colombie-Britannique représentant 15 collectivités ont assisté à l'activité Thé des aînés. » Les aînés ont fait part de leurs points de vue sur la façon dont ils prévoient travailler avec les ministères à l'avenir, y compris leur participation aux prochaines éditions de <i>La Rencontre, kexwkexwntsút chet, tə s̓q̓ə̓q̓ip ct</i>. » Les principales recommandations des aînés comprenaient les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> › Mettre sur pied un groupe consultatif d'aînés comprenant des aînés des Premières Nations et des Métis qui éclairerait le travail des ministères à l'avenir. › Encourager les employés des ministères à communiquer avec les aînés lorsqu'ils visitent les collectivités. › Organiser une activité Thé des aînés lors de <i>La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tə s̓q̓ə̓q̓ip ct</i>. » Un enregistrement graphique a saisi les points saillants de la discussion et les recommandations des aînés.



Points saillants de l'évaluation

Les commentaires des délégués sur *La Rencontre 2020*, *kexwkexwntsút chet, tə sqaqip ct* ont été recueillis tout au long des trois jours au moyen de formulaires d'évaluation écrits. Les points saillants de ces commentaires sont présentés ci-dessous.

Le rassemblement vous a-t-il donné l'occasion de réseauter ou d'atteindre vos autres objectifs? Si oui, avec qui et comment?

- ☞ Oui, beaucoup d'occasions de réseautage. Les mots-clics des médias sociaux ont aidé.
- ☞ C'est la première fois que je viens ici, j'aime faire du réseautage et voir des gens que je n'ai pas vus depuis longtemps. Elles sont trop nombreuses pour les énumérer.
- ☞ Oui, les kiosques ont aidé à établir des contacts.
- ☞ Oui – Les représentants de SAC et d'autres nations qui incarnent des « pratiques exemplaires ».
- ☞ Oui, j'ai découvert de bonnes idées que je pourrai utiliser dans mon travail.

Quels types de sujets aimeriez-vous voir à l'ordre du jour l'an prochain?

- ☞ Projet de loi C-92 – Pratiques exemplaires, mise à jour un an plus tard.
- ☞ Des représentants des collectivités qui reçoivent des subventions de 10 ans [pour montrer] des résultats positifs – suggérer des améliorations.
- ☞ Plus d'exemples de nations qui ont mis en œuvre avec succès des projets, des programmes, des initiatives, etc., et COMMENT elles l'ont fait.
- ☞ Plus d'exemples de réussite pour le renforcement des capacités des jeunes dans les réserves et hors réserve.
- ☞ Les nations travaillent ensemble pour s'appuyer les unes les autres (il n'y a pas nécessairement de chevauchement). Une séance sur les perspectives d'avenir, le positivisme.
- ☞ Santé mentale.
- ☞ Mises à jour sur les présentations de cette année.



Que pouvons-nous faire pour améliorer encore davantage le rassemblement l'an prochain?

- Plus d'activités interactives fondées sur l'action et des exemples plus positifs de solutions, et non de problèmes.
- Disposer d'un moyen pour tenir compte des questions en ligne, disposer de praticiens du mieux-être et de la spiritualité pour les participants.
- Utilisation de Sli.do pour les questions.
- Clé USB ou imprimés des présentations.
- Tenir une soirée culturelle; ce genre d'activité entraîne des bienfaits pour tous.
- Fournir du financement pour permettre à un plus grand nombre de jeunes de participer.

Veillez nous faire part de commentaires ou de suggestions supplémentaires.

- On suggère d'organiser des spectacles à l'heure du dîner plutôt qu'à la fin de la journée; le chant est très apprécié, il s'agit d'une activité très puissante.
- Conférence très instructive. Continuer d'obtenir des mises à jour sur le projet de loi C-92.
- Il s'agit de la meilleure conférence dont dispose SAC pour rapprocher les bandes et SAC.
- Très instructif; donne l'occasion de poser des questions et de réseauter; contribue à la croissance de la collectivité.
- Représentants des collectivités qui ont réussi des projets de logement ou d'infrastructure; succès des activités culturelles avec les jeunes et les aînés.
- Des fournisseurs – des artistes ou d'autres entrepreneurs de TOUTES NOS collectivités pour tenir une table gratuite à ce rassemblement.
- Participation accrue de la collectivité au programme.



DE LA PART DES JEUNES

☞ Sujets pour l'année prochaine

- Mentorat pour les jeunes et un réseau de jeunes relevant de SAC et de RCAANC.
- J'aimerais voir plus de sujets sur les chefs de file qui ont des histoires de réussite ou de défis à raconter par rapport à leurs efforts dans la collectivité; pas seulement de la part d'entrepreneurs.



☞ J'aime le fait que les jeunes aient pu réaliser un projet comme nous l'avons fait. Et le reste du temps, nous étions inclus dans l'événement principal, avec tout le monde. Nous n'avons pas été traités différemment; nous étions comme tous les autres participants. Comme tous les « dirigeants » et le chef et le conseil qui étaient présents. C'était bien de ne pas être séparés... nous avons pu profiter du rassemblement comme des membres à part entière.

☞ Je suggérerais de donner la chance aux jeunes délégués de présenter une séance sur ce qui les passionne; une occasion d'apprendre les uns des autres – par rapport à un thème général ou ouvert.

Conclusion et prochaines étapes

Les Premières Nations ont toujours affirmé l'importance que les collectivités communiquent leurs réussites et leurs défis, ainsi que le désir d'écouter tous les segments de la collectivité, y compris les aînés et les jeunes. Le programme des prochaines éditions de *La Rencontre* continuera d'intégrer des suggestions et des recommandations qui répondent aux besoins des collectivités des Premières Nations et qui sont pertinentes pour ces dernières.

En raison de la COVID-19, l'année 2020 ne s'est pas déroulée comme prévu. *La Rencontre 2020*, *kexwkexwntsút chet, tə sqaqip ct* est l'une des dernières activités de plus grande envergure organisées par la région de la Colombie-Britannique de SAC, et nous sommes reconnaissants qu'il ait pu avoir lieu. Les mesures actuelles en matière de santé et en réponse à la pandémie nous obligent à repenser notre façon de collaborer avec les Premières Nations, surtout en grand groupe, pour 2021. Si vous avez des suggestions qui nous permettraient de poursuivre le dialogue, la mobilisation et le réseautage dans le cadre *La Rencontre*, veuillez nous en faire part par courriel à aandc.rencontre-ourgathering.aandc@canada.ca.



